

*Questions orales*

Nous n'allons pas nous retrancher dans le XIX<sup>e</sup> siècle, nous allons faire entrer le Canada avec brio dans le XXI<sup>e</sup> siècle.

[Français]

## LE LIBRE-ÉCHANGE—LA POLITIQUE DE RÉCHANGE

**M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques):** Monsieur le Président, je veux retourner au premier ministre et tenter, peut-être, de relever le débat à un niveau un peu plus élevé. Je pense . . .

[Traduction]

**Une voix:** C'est bien, poursuivez.

**M. le Président:** L'intention du député est louable mais il nous faudrait le silence.

[Français]

**M. Guilbault (Saint-Jacques):** Monsieur le Président, je pense qu'on peut dire que l'échec des négociations sur le libre-échange amènera le gouvernement, qu'il le veuille ou non, à repenser sa politique économique.

On nous a dépeint depuis deux ans le libre-échange comme étant la priorité numéro un du gouvernement en matière économique, comme étant la panacée qui créerait de nouveaux emplois par milliers, comme étant la solution miracle aux problèmes causés par le chômage. Hier encore, le premier ministre nous laissait entendre que, à son avis,—et cela me dépasse—un accord sur le libre-échange aiderait à régler les disparités économiques dont souffrent certaines régions de notre pays.

Je veux donc demander au premier ministre, alors qu'un accord sur le libre-échange semble de plus en plus difficile à réaliser: Quelle sera la politique économique de rechange qu'il a à proposer aux Canadiens?

Si je pose la question, c'est qu'à ce jour la politique économique du gouvernement a été de ne pas intervenir et de laisser les lois du marché s'occuper du développement économique au pays. Alors, quelle sera la politique économique du gouvernement vu que le libre-échange ne fonctionne pas?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, le député se trompe royalement! Parce que depuis que nous sommes au pouvoir, 907 000 nouveaux emplois ont été créés, dont presque 250 000 au Québec. Les taux d'intérêt sont à la baisse, mais nous regardons tout de même l'avenir.

Il existe des disparités importantes, par exemple, la taux de chômage dans le Sud de l'Ontario est de 5,8 p. 100, alors que le taux de chômage de Terre-Neuve se chiffre autour de 18 à 19 p. 100. Ce sont des disparités régionales inacceptables.

Et, comme le premier ministre libéral du Québec, M. Bourassa, l'a dit: Sans un traité de libre-échange, on risquerait le déclin irréversible de l'économie du Québec.

Comme Québécois et Canadien, je suis surpris de voir le député libéral s'acharner contre un instrument qui aurait pour effet d'apporter des bénéfices au Québec et au Canada.

## LA TENTATION DE CONCLURE UNE ENTENTE AU RABAIS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques):** Monsieur le Président, vous remarquerez la prudence du premier ministre quand il a mentionné que 900 000 emplois ont été créés. Il n'a pas osé

se vanter que son gouvernement les avait créés. Et cela s'est fait sans le libre-échange.

Monsieur le Président, le gouvernement a tellement investi, en termes politiques, depuis deux ans sur le libre-échange en mettant tous ses oeufs dans le même panier . . . Le gouvernement a déclaré que le libre-échange était la pierre angulaire de sa politique économique. La tentation sera donc grande de conclure un accord à tout prix ou de conclure une mini-entente, afin de pouvoir crier: Victoire! Nous avons une entente!

Je veux demander au premier ministre s'il peut nous assurer que le gouvernement résistera à la tentation de régler pour régler, c'est-à-dire de conclure une entente au rabais simplement pour sauver la face.

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, évidemment, nous n'avons pas hésité à prendre des décisions importantes en faveur du Canada, même si les initiatives comportaient certains risques. Par exemple: le traité du libre-échange, l'Accord du lac Meech. Ce n'est pas facile, mais il faut qu'un gouvernement se branche en faveur du Québec, en faveur du Canada, et nous l'avons fait, sachant d'avance que chaque grand geste comporte des risques.

Je me permets de citer par exemple un extrait d'une intervention de la part de l'ambassadeur Reisman hier soir qui a dit ceci à ce sujet:

● (1430)

[Traduction]

Le premier ministre me l'a fait très bien comprendre lorsqu'il m'a embauché. Il m'a dit: «Simon, il nous faut un accès facile au marché américain. Nous avons besoin de bonnes règles. Nous avons besoin d'un accès assuré au marché et, au cas où l'interprétation des règles créerait des difficultés, nous voulons un mécanisme de règlement des différends objectif et bi-national. Vous savez comme moi qu'il est possible que nous ne réussissions pas à en venir à un accord. Il faut que cet accord soit satisfaisant ou il n'y aura pas d'accord.»

C'est ce qui a motivé le gouvernement du Canada et nous n'avons pas hésité à prendre des risques pour tenter de rendre le Canada plus puissant et plus prospère.

## LA POSSIBILITÉ D'UN RÈGLEMENT POLITIQUE

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Il vient de dire que 900 000 emplois environ ont été créés depuis l'arrivée au pouvoir de son gouvernement. J'ajouterai à cela que la balance de nos échanges avec les États-Unis accuse actuellement un excédent de huit milliards. Le premier ministre devrait peut-être mentionner que cela s'est fait sans accord de libre-échange. Il devrait y réfléchir un instant.

D'après une dépêche parue aujourd'hui, le secrétaire américain au Trésor a affirmé que les deux pays, Canada et États-Unis, vont mettre de côté les équipes de négociation qui de part et d'autre ont conduit les pourparlers complexes, pour rechercher une solution au niveau politique entre le président américain et le premier ministre canadien avant le 1<sup>er</sup> octobre. Est-ce que le premier ministre veut nous dire si cela est envisagé sérieusement?